



SPÉCIAL IMMOBILIER

Chute des prix

Ce qui baisse, ce qui résiste

Trou d'air.

Finie, l'euphorie :
face à la crise,
les transactions
sont à la peine.
Les prix aussi.

PAR BRUNO MONIER-VINARD

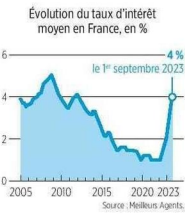
La fête est finie. En cette rentrée d'automne, le rideau tombe sur le bal des transactions dont la fanfare a animé ces dernières années le marché immobilier national. Exit les facilités d'emprunt à (très) bas coût et les envies de déménager des Français (trop) longtemps confinés. Terminé, le tempo frénétique. La vapeur s'est bel et bien renversée. « Finis, les scores record à plus d'un million de ventes par an. En 2023, nous prévoyons environ 900 000 échanges dans l'ancien, soit un trou d'air de -20 %, du jamais-vu depuis cinquante ans », s'alarme Loïc Cantin, président de la Fédération nationale des agents immobiliers (Fnaim). La baisse des volumes précédant toujours un recul des prix

de vente, les valeurs des reventes ont cédé -2 % au niveau national au cours des six derniers mois, et devraient atteindre un recul de -4 % à la fin de l'année. Paris, qui donne souvent le la, a devancé cette correction (voir carte p. 168). « Sauf pour les pépites résidentielles des quartiers bourgeois de la capitale, qui partent toujours au prix fort », assure Roger Abecassis, patron du groupe d'agences Consultants Immobilier (voir p. 196). « Au-delà de ■■■



Panorama. A Mont-Saint-Aignan, maison d'architecte années 1970 avec vue sur Rouen, 1,580 M€.

Des taux toujours plus hauts



De moins en moins de prêts



Des valeurs à la baisse



L'ancien décroche



« Une décreue d'une ampleur inédite depuis vingt-cinq ans. »

Barbara Castillo Meilleurs Agents



PIERRE LOUIS - ANTOINE DENIS/SP - ALAN SMITH/ALAMY STOCK PHOTO/ABACA

Les prix de l'immobilier au mètre carré dans 45 villes au 1^{er} septembre

Villes	PRIX MOYENS DE VENTE (€/m ²)					LOYERS MOYENS POUR UN APPARTEMENT (€/m ²)		
	Appartements	Maisons	Évolution			Loyer	Évolution	
			3 mois	1 an	5 ans		1 an	5 ans
Aix-les-Bains	4 289 €	4 345 €	+ 0,7 %	+ 0,3 %	+ 37,7 %	12,9 €	+ 2,1 %	+ 7,9 %
Amiens	2 588 €	2 418 €	- 2,6 %	+ 0,6 %	+ 22,7 %	11,7 €	+ 0,5 %	- 2,4 %
Angers	3 247 €	3 547 €	- 2,4 %	- 0,1 %	+ 59,1 %	12,6 €	+ 6,7 %	+ 21,1 %
Annecy	5 281 €	5 865 €	- 1,4 %	+ 1,7 %	+ 29,9 %	15,7 €	+ 5,3 %	+ 8,3 %
Antibes	5 219 €	8 015 €	+ 0,1 %	+ 2,6 %	+ 21,7 %	16,3 €	+ 4,3 %	+ 1,3 %
Avignon	2 607 €	2 970 €	- 1,4 %	+ 8,7 %	+ 29,2 %	12,2 €	+ 4,6 %	+ 7,8 %
Bayonne	4 164 €	5 315 €	- 2,7 %	- 0,9 %	+ 44,2 %	11,2 €	NS	+ 7,2 %
Brest	2 149 €	2 469 €	- 0,8 %	+ 0,5 %	+ 57,7 %	10,2 €	+ 4,8 %	+ 18,2 %
Caen	2 806 €	3 596 €	- 2,4 %	- 0,7 %	+ 30,2 %	12,1 €	+ 2 %	+ 8,2 %
Cherbourg-en-Cotentin	2 070 €	2 261 €	- 0,9 %	- 2,5 %	+ 34,7 %	9,5 €	+ 6,3 %	+ 14,3 %
Cholet	2 027 €	2 325 €	- 2,3 %	+ 3,1 %	+ 43,7 %	11,6 €	+ 4,7 %	+ 10,1 %
Clermont-Ferrand	2 243 €	2 830 €	- 4,6 %	+ 1,2 %	+ 24,1 %	11,1 €	+ 3 %	+ 11,3 %
Colmar	2 306 €	2 390 €	- 6,7 %	- 3,3 %	+ 19 %	10,4 €	NS	+ 3,7 %
Dijon	2 685 €	3 541 €	0 %	+ 0,4 %	+ 30,6 %	12,2 €	+ 3,7 %	+ 4,7 %
Fréjus	4 179 €	5 092 €	+ 1,2 %	+ 7,6 %	+ 25,1 %	14,6 €	+ 2,6 %	+ 5,2 %
Grenoble	2 753 €	NS	- 1,1 %	+ 3 %	+ 20,7 %	12,6 €	+ 2,8 %	+ 5,2 %
La Rochelle	5 193 €	4 780 €	- 4,4 %	+ 0,4 %	+ 44,7 %	14,9 €	+ 5,1 %	+ 0,5 %
La Roche-sur-Yon	2 370 €	2 646 €	- 1,6 %	+ 2,4 %	+ 46,6 %	9,4 €	NS	+ 1 %
Le Havre	2 420 €	2 506 €	+ 0,5 %	0 %	+ 31,4 %	11,6 €	- 0,1 %	NS
Le Mans	1 996 €	2 249 €	0 %	+ 3,5 %	+ 37,9 %	10,7 €	+ 4,1 %	+ 9,7 %
Les Sables-d'Olonne	5 583 €	4 478 €	+ 0,9 %	+ 2,5 %	+ 50,4 %	10,6 €	+ 2,2 %	+ 4,9 %
Limoges	1 711 €	2 145 €	+ 1,2 %	- 0,1 %	+ 32,9 %	10,1 €	+ 2,5 %	+ 7,4 %
Lorient	2 758 €	2 909 €	- 4,8 %	+ 6,8 %	+ 58,7 %	11,4 €	+ 5,1 %	+ 11,5 %
Meaux	3 069 €	3 143 €	+ 0,6 %	- 3 %	+ 21,5 %	14,4 €	- 0,7 %	+ 6,5 %
Metz	2 507 €	2 342 €	- 3 %	+ 2,1 %	+ 33,7 %	11 €	NS	+ 1,2 %
Mulhouse	1 358 €	1 911 €	- 3,4 %	- 0,7 %	+ 22,6 %	10,8 €	+ 5,3 %	+ 12,4 %
Nancy	2 318 €	2 878 €	- 3,5 %	- 2,7 %	+ 25,2 %	11,6 €	+ 0,6 %	+ 2,9 %
Nîmes	2 342 €	3 241 €	- 1,9 %	+ 6,2 %	+ 35,8 %	11,6 €	+ 3,7 %	+ 8,5 %
Niort	2 039 €	2 037 €	- 3,1 %	+ 4,4 %	+ 40,8 %	10,3 €	+ 5,1 %	+ 11,7 %
Nogent-sur-Marne	6 349 €	8 837 €	- 1,5 %	- 5,3 %	+ 11,4 %	19,5 €	NS	+ 3,9 %
Orléans	2 546 €	2 806 €	- 4,2 %	- 2,9 %	+ 24,2 %	11,7 €	+ 0,4 %	+ 5,2 %
Pau	2 109 €	2 828 €	- 1,5 %	+ 2,6 %	+ 37,6 %	10,8 €	+ 2,2 %	+ 8,6 %
Perpignan	1 714 €	2 446 €	- 2,2 %	+ 8,6 %	+ 35,4 %	10,9 €	+ 4,6 %	+ 9,9 %
Poitiers	2 278 €	2 326 €	- 0,8 %	+ 2,4 %	+ 38,9 %	11,6 €	+ 2,8 %	+ 9,2 %
Quimper	2 069 €	2 377 €	- 1,1 %	+ 3,1 %	+ 46,4 %	10 €	- 1 %	+ 11 %
Reims	2 966 €	2 924 €	+ 3,7 %	+ 4,9 %	+ 33,4 %	11,6 €	- 1,3 %	+ 0,1 %
Rouen	2 825 €	3 200 €	- 1,7 %	- 2 %	+ 26,6 %	11,8 €	+ 1,8 %	+ 7,5 %
Rueil-Malmaison	5 981 €	8 066 €	- 0,6 %	- 2,1 %	+ 14,0 %	20,6 €	- 1,8 %	+ 3,5 %
Saint-Étienne	1 309 €	2 183 €	- 0,3 %	- 2 %	+ 28,3 %	8,8 €	+ 7,4 %	+ 13,9 %
Saint-Nazaire	2 949 €	2 972 €	- 3,8 %	- 6,8 %	+ 39,3 %	10,7 €	+ 5,2 %	+ 6,8 %
Toulon	2 816 €	5 252 €	- 2,2 %	+ 4,2 %	+ 30,1 %	12,8 €	+ 1,4 %	+ 8 %
Tourcoing	1 834 €	1 876 €	+ 2 %	- 4,1 %	+ 16,9 %	11,4 €	+ 2,2 %	+ 6,3 %
Tours	2 877 €	3 589 €	- 2 %	- 1,3 %	+ 25,9 %	12,6 €	+ 4,1 %	+ 14,7 %
Vannes	4 006 €	4 096 €	- 3 %	+ 3,6 %	+ 54,3 %	11,1 €	+ 3,4 %	+ 10,4 %
Villeurbanne	3 739 €	NS	- 4,3 %	- 3,3 %	+ 26,2 %	13,2 €	+ 2,8 %	+ 8,2 %

NS : non significatif.

Source : Fnaim.

■ ■ ■ 2,5 millions d'euros, le secteur des plus belles pierres parisiennes fait même preuve d'une santé insolente et de l'appétit retrouvé d'acquéreurs étrangers fortunés», poursuit Charles-Marie Jottras, président du groupe Daniel Féau-Belles demeures de France. En province, hormis les stations balnéaires, nul territoire n'échappe à cette correction, parfois très marquée. « C'est le cas des anciennes locomotives du marché, comme Bordeaux ou Lyon, aux prix en retrait annuel d'au moins 8 %. Le marché n'est pas totalement bloqué, mais sa décrue est très rapide, avec des corrections d'une ampleur inédite depuis 25 ans », souligne Barbara Castillo, responsable des études économiques de Meilleurs Agents.

La moitié des prêts refusés.

Il faut dire que, en l'espace de dix-huit mois, l'impact de l'envolée des taux (1,1 % en février 2022 ; 3,8 % en août 2023) sur la capacité d'achat des ménages équivaut à une hausse de 22 % des prix. Au lieu d'emprunter 100 000 € fin 2022, les acheteurs ne pouvaient plus espérer s'endetter que de 87 300 € le mois dernier (-12,7 %), indique l'Observatoire Crédit Logement/CSA. « Cet été, le volume global d'octroi de crédits a fondu de moitié par rapport à la même période de 2022. Dans un parc de 37,8 millions de logements résidentiels, le taux de rotation du marché recule de 3,1 à 2,2 %, soit à peu près au même niveau qu'en 2008, année secouée par la crise des subprimes aux États-Unis », déplore Michel Le Bras, ■ ■ ■

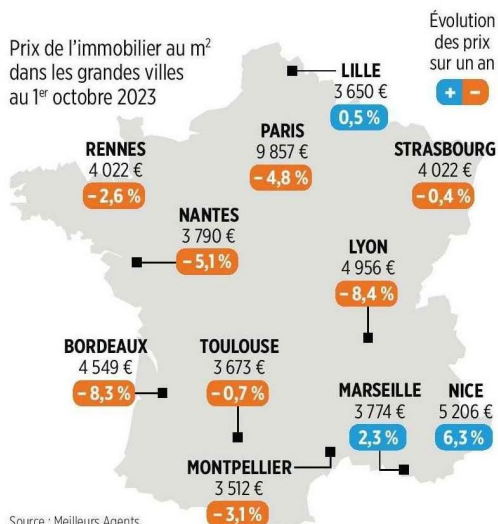
CONSULTANTS IMMOBILIER/SP



« Seules les pépites parisiennes résistent encore. »

Roger Abecassis
Consultants Immobilier

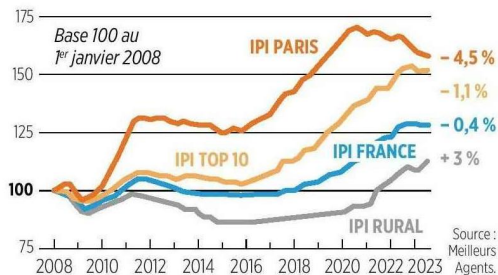
Agglomérations : des fortunes diverses



Caratère. Hôtel particulier de 200 mètres carrés rénové avec patio et terrasse, à Arles, facilement vendu.

Le baromètre national des prix de l'immobilier

Indices des prix de l'immobilier (IPI) au 1^{er} septembre 2023 et évolution des prix sur 1 an



■■■ patron du réseau d'agents mandataires Propriétés-privées.com. « Si, demain, vous deviez mobiliser quatre fois plus d'argent pour vous payer un pull ou du pain, vous feriez la tête, non ? Les primo-accédants sont bloqués par le surcoût de l'endettement et/ou le seuil du taux d'effort maximal de 35 % imposé par le Haut Conseil à la stabilité financière. À moins qu'ils ne puissent augmenter leur apport en cash », détaille Olivier Colcombet, président du réseau d'agents mandataires Optimhome. « Les banques sont de retour pour faire du prêt immobilier. Mais seulement pour les dossiers qui respectent les conditions actuelles d'endettement. Parmi lesquelles le taux d'usure, qui peut encore bloquer la candidature de postulants pourtant aisés. À l'opposé, ces contraintes matérialisent pour beaucoup des inégalités de patrimoine dans l'accession à la propriété », relève Pierre Chapon, directeur du courtier en crédits immobiliers Pretto (voir p. 174).

Fébrilité. Prix en baisse, stocks en hausse, ce devrait être une bonne nouvelle pour certains acheteurs n'ayant pas de problèmes de solvabilité. Las, du côté de nombreux secundo-accédants, la hausse des taux ne les incite pas à s'agrandir, au risque de devoir réemprunter plus cher et en même temps brader leur patrimoine. « Ceux qui ne sont pas pressés préfèrent attendre pour dénicher meilleure chaussure à leur pied et à un prix au mètre carré minoré, précise Julien Haussy, président du réseau d'agences Espaces atypiques. Il n'est pas rare que ceux qui se sont déjà engagés changent d'avis entre l'acceptation de l'offre et la signature de la promesse de vente. Acheteurs et vendeurs, tout le monde est très fébrile en ce moment. » Difficile en effet pour des propriétaires, souvent seniors, d'accepter de rogner les

belles plus-values engrangées au cours de la dernière décennie, souvent à hauteur de + 30 % au cours des cinq dernières années. « Bon gré mal gré, ils vont devoir s'ajuster aux nouvelles conditions du marché (prix élevés, réduction de la capacité d'emprunt et du pouvoir d'achat, inflation...). Faute de quoi ils vont s'exposer à des difficultés, juge Charles Marinakis, président du réseau d'agences Century 21, qui pronostique une poursuite de la baisse des prix en 2024. Il y a une certaine inertie, mais le temps va faire son effet. Nous ne sommes pas à la Bourse, dont les fluctuations se ressentent quasi instantanément. Et puis il n'est écrit nulle part que le logement est un produit de spéculation. C'est avant tout un produit patrimonial dont l'ADN est d'avoir un toit sur la tête, pour soi et sa famille. » « Le marché s'autorégule avec des prix en baisse mais qui ne vont pas s'effondrer. Les vendeurs doivent désormais composer avec les valeurs d'argus des années pré-Covid, en 2018 et 2019. Cependant, les primo-accédants qui n'ont pas pris en marche le wagon de l'emprunt facile et à bas coût ne peuvent plus le faire. Ils sont condamnés pour le moment à rester locataires », note Aurélien Denéchère, directeur des agences L'Adresse immobilier Les 3B, situées dans les Pays de la Loire.

(Très) cher DPE. De l'avis de tous, les plus gros perdants de cette partie de Monopoly sont les détenteurs de passoires thermiques, contraints à leur rénovation sous peine d'interdiction locative ou de baisse drastique de leur prix de vente. Pour certains d'entre eux, c'est la quadruple sanction. À la potentielle impossibilité de financer les 25 000 € de travaux de réhabilitation thermique ad hoc, il faut ajouter la perte de mètres carrés via l'isolation thermique ■■■

« Il y a une certaine inertie, mais le temps va faire son effet. »

Charles Marinakis Century 21



■■■ effectuée à l'intérieur des murs, mais aussi l'encadrement des loyers interdisant de les augmenter, et le rabais probable du prix initial. Cela à hauteur du montant des chantiers de rénovation à effectuer, désormais chiffrés par l'audit énergétique obligatoire pour toute cession de bien. « *Et pendant le temps d'une rénovation globale, seule action vraiment vertueuse pour la planète et les portemonnaies, où logent le propriétaire ou son locataire durant les travaux ?* » s'interroge Olivier Colcombet.

Le locatif dans l'impasse.

Face à l'addition des contraintes, les bataillons d'investisseurs se raréfient et fondent comme neige au soleil. « *En plus de l'encadrement des loyers, les bailleurs doivent composer avec l'augmentation de la taxe foncière et les nouvelles obligations de rénovation énergétique qui dégradent leur placement, s'inquiète Yann Jehanno, président du réseau d'agences Laforêt. Dans ce contexte, le marché locatif est dans l'impasse, pénalisant en particulier les étudiants et la mobilité professionnelle.* » De fait, 12 % des candidats au logement déclarent refuser une mission professionnelle faute de trouver un nid. « *L'application de la loi sur l'éradication des passoires thermiques est tombée au plus mauvais moment, avec le renchérissement des matériaux. Le calendrier d'interdiction locative des logements G et F pourrait en tenir compte et être différé dans le temps,* » plaide Michel Le Bras, de Propriétés-privées.com. « *Ancien ou neuf, pour que le marché locatifs s'ajuste correctement, il faut qu'il y ait de la visibilité. Cela passe par un rééquilibrage de la protection du bailleur et du locataire.* »

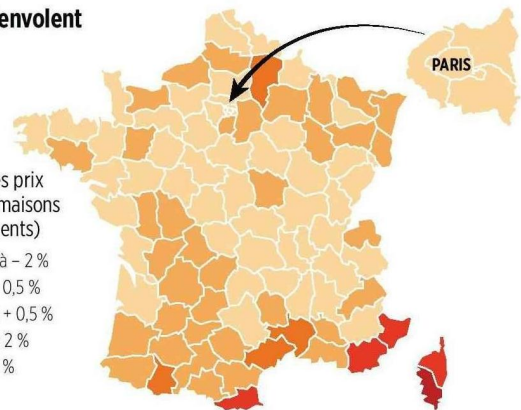


Incertitude dans l'ancien. Maison briarde, 4 chambres, 315 m², jardin 1200 m² à La Ferté-sous-Jouarre, à vendre 599 000 €.

Les prix s'envolent en Paca

Évolution des prix sur 6 mois (maisons et appartements)

- Inférieure à - 2 %
- De - 2 à - 0,5 %
- De - 0,5 à + 0,5 %
- De + 0,5 à 2 %
- De + 2 à 6 %



Source : Fnaim.

Mais aussi par des aides à la rénovation plus claires que celles mises en place aujourd'hui, où l'on navigue un peu à vue. C'est pourquoi notre groupe lance un simulateur compilant un chiffrage en amont du coût des travaux et à quelles subventions le particulier peut prétendre pour les entreprendre», vantait Marc Oppenheim, directeur général de Crédit Agricole Immobilier, lors d'un récent débat du Cercle des managers de l'immobilier. Pour son animateur, Henry Buzy-Cazaux, président de l'Imsi : « *Les obligations croissantes de réglementation énergétique retirent des biens du marché. Promotion, construction, transactions, administration de biens... Au-delà du parcours du com-*

battant des candidats à la location et à la propriété, la casse sociale est déjà visible au sein de la profession, avec de nombreuses petites entreprises et plus d'un millier d'agences immobilières qui ont d'ores et déjà fermé leurs portes. » En 2019, dans un contexte de marché en expansion et de conditions de crédit exceptionnellement avantageuses pour les emprunteurs, la Banque de France a imposé un taux maximal d'effort de 35 %. « *Cette contrainte n'a pas été aménagée depuis. Et pourtant, l'environnement du marché a été bouleversé: inflation, crise sanitaire, conflit ukrainien, changement de stratégie de la BCE...* », mettait en relief le dernier baromètre des ■■■

SP - CHRISTOPHE LEHENAFF / SP

« Et où logent le propriétaire ou le locataire pendant les travaux d'une rénovation ? »

Olivier Colcombet Optimhome



Paris : retour à la raison

Indices des prix de l'immobilier (IPI) à Paris au 1^{er} septembre 2023



■■■ prix immobiliers LPI-iad. La dépression de la demande touche particulièrement le marché du neuf et participe à paralyser ses marchés de la construction. L'effondrement des réservations est vertigineux chez les constructeurs de maisons individuelles: -40% de ventes en un an comptabilisé cet été, soit 71 800 unités, selon les chiffres de Pôle Habitat FFB. Et la promotion de logements collectifs n'est guère mieux lotie, avec une chute de l'activité à peine tempérée par les 50 000 logements in-

L'ultra-luxe épargné. Appartement 212 m², rue du Général-Foy, à Paris 8^e, vendu 3,555 M€.

termédiaires que CDC habitat et Action Logement ont rachetés à des prix décotés. Hors maîtrise d'ouvrage directe des bailleurs sociaux et des constructeurs de maisons individuelles, la profession accuse un recul de 70 000 logements neufs par an depuis 2021. « C'est énorme ! La demande, qui est toujours là, se heurte à de nombreux obstacles. Notamment le dispositif de défiscalisation Pinel, raboté, et qui va disparaître en 2025 (voir p. 178). Cette source d'emplois non délocalisables fait pourtant rentrer de l'argent dans les caisses de l'État: TVA (20%), une bonne partie des frais de notaires, taxe d'urbanisme, etc., déplore Stéphane Daillet, directeur général du pôle promotion résidentielle de Nexity. Ne parlons pas de la difficulté récurrente d'obtention des permis de construire, à la faveur de la politique de non-artificialisation des sols (ZAN) voulue par le gouvernement, qui alimente la surenchère d'achat du foncier. » « Les prix de vente des nouveaux logements ont doublé en vingt ans et ceux du foncier ont quadruplé dans le même temps », rappelle Ulysse Brault, président d'Accueil Immobilier. Qui cite tout de même l'imparable atout du neuf: « Un faible coût en charges de chauffage, avec une

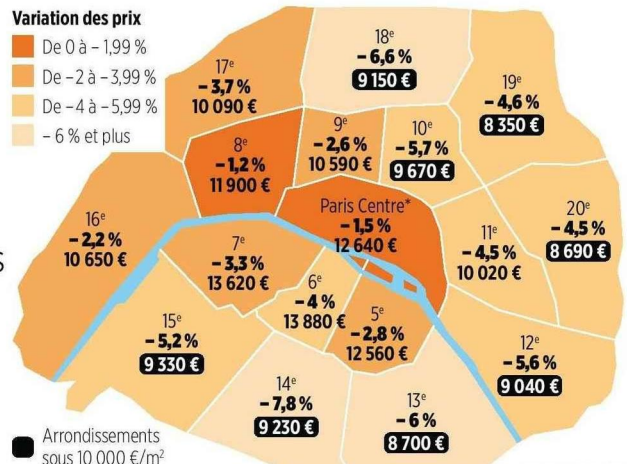
consommation au moins un tiers plus faible que dans l'ancien. » « Tout le monde veut capter sur son téléphone mais personne ne veut d'antennes relais près de chez soi. Pour la construction neuve, c'est un peu pareil. Il faut réussir à convaincre les élus et les habitants qu'une nouvelle offre d'habitat à proximité participe au mieux-être de la collectivité, avec des programmes désormais panachés de socles de services et de commerces en pied d'immeubles, vante Olivier Bokobza, président des activités de promotion de BNP Paribas Real Estate. En ces temps compliqués, nous facilitons l'accession du neuf à travers des mesures d'accompagnement dans les prix, des remises directes, notamment sur le coût des frais de notaire et de l'achat du parking. »

Mauvais calcul. Le mot de la fin ? Pour débloquer le marché, le gouvernement serait bien inspiré de replacer le logement au centre du débat politique et de suivre quelques pistes et propositions rassemblées par le Conseil national de la refondation (CNR). « Tout le parcours résidentiel est en panne. Le choc de l'offre tant attendu et promis par Emmanuel Macron ne s'est jamais produit. En même

DANIEL FÉAU/SP - LEDROIT/FERRIN/SP

Huit arrondissements sous 10 000 €/m² à Paris

Prix moyen au mètre carré des appartements dans l'ancien affichés dans les arrondissements parisiens, au 2^e trimestre 2023, et évolution sur 1 an



Sources ADSN-Bien, Notaires du Grand Paris.



« Faciliter l'accès au neuf avec des mesures d'accompagnement. »

Olivier Bokobza
BNP Paribas Real Estate



■ ■ ■ temps, la demande sur le logement neuf est très forte, mais les Français n'arrivent plus à acheter!» déplorait Véronique Bédague, directrice générale de Nexity, dans les colonnes du *Télégramme*. « Au lieu d'un choc de l'offre, les pouvoirs publics entendent réduire cette crise d'une rare intensité en rognant le nombre des bénéficiaires du prêt à taux zéro, en encadrant les loyers, et en éradiquant les passoires thermiques du parc locatif. Cherchez l'erreur!» persifle un observateur avisé du marché.

Mesures d'urgence. « Se loger est un besoin essentiel. Le temps des mesurette est derrière nous! Nous avons besoin d'une politique claire, durable et engagée pour permettre aux étudiants de trouver un logement à loyer décent, aux primo-accédants de se lancer dans un projet de vie sereinement et aux Français en général de se constituer un patrimoine », tonne Guillaume Martinaud, président de la coopérative Orpi. « Au final, les trois secteurs sont mécontents : social, locatif privé et accession à la propriété, regrette Loïc Cantin, patron de la Fnaim. C'est grave! On ne demande pas un État-providence, mais une feuille de route claire avec des axes stratégiques pour accompagner les Français dans leur désir de pouvoir se loger. » Un cri semble-t-il partiellement entendu par le gouvernement, qui vient d'annoncer des mesures dans ce sens: élargissement du PTZ à 154 communes supplémentaires, assouplissement du DPE, hausse de MaPrim'Renov. Pas sûr que cela suffise à débloquer le marché ■

Tendance baissière en Île-de-France. Meulière 250 m², 6 chambres + studio, jardin 400 m², à Romainville, à vendre 1,09 M€ (Espaces atypiques).



Le prix de l'immobilier au mètre carré en Île-de-France au 1^{er} octobre

Départements et villes	PRIX DES APPARTEMENTS			PRIX DES MAISONS		
	Minimal	Moyen	Maximal	Minimal	Moyen	Maximal
Seine-et-Marne	1 627 €	3 358 €	5 423 €	1 205 €	2 664 €	4 553 €
Fontainebleau	2 374 €	4 334 €	6 635 €	2 894 €	4 895 €	7 720 €
Ozoir-la-Ferrière	2 771 €	3 777 €	5 033 €	2 290 €	3 336 €	4 666 €
Pontault-Combault	2 807 €	3 904 €	5 467 €	2 412 €	3 510 €	5 165 €
Yvelines	2 204 €	4 779 €	9 772 €	2 088 €	4 072 €	9 906 €
Le Vésinet	4 732 €	6 538 €	8 947 €	5 546 €	8 813 €	13 606 €
Maisons-Laffitte	4 551 €	6 296 €	8 547 €	4 428 €	7 227 €	11 619 €
Versailles	5 604 €	8 242 €	11 288 €	5 500 €	8 712 €	13 495 €
Essonne	1 650 €	3 143 €	5 532 €	1 767 €	3 043 €	5 265 €
Orsay	3 405 €	4 653 €	6 965 €	2 560 €	4 031 €	6 272 €
Saclay	3 405 €	4 653 €	6 965 €	2 560 €	4 031 €	6 272 €
Verrières-le-Buisson	3 516 €	5 261 €	7 165 €	3 636 €	5 463 €	8 517 €
Hauts-de-Seine	3 702 €	6 897 €	11 904 €	3 951 €	7 309 €	13 832 €
Boulogne-Billancourt	6 142 €	8 425 €	11 570 €	6 718 €	11 142 €	18 673 €
Issy-les-Moulineaux	5 702 €	8 190 €	10 657 €	5 032 €	9 464 €	16 223 €
Levallois-Perret	6 861 €	9 353 €	11 825 €	6 494 €	10 642 €	14 966 €
Neuilly-sur-Seine	8 010 €	10 815 €	15 113 €	8 920 €	13 891 €	30 470 €
Rueil-Malmaison	3 886 €	6 071 €	8 205 €	4 614 €	7 155 €	11 386 €
Seine-Saint-Denis	2 060 €	4 336 €	8 738 €	2 154 €	3 587 €	8 016 €
Les Lilas	5 089 €	7 113 €	9 217 €	4 604 €	8 068 €	12 931 €
Montreuil	3 599 €	6 780 €	9 807 €	3 152 €	6 411 €	11 507 €
Pantin	3 505 €	6 213 €	8 421 €	4 177 €	6 888 €	11 098 €
Val-de-Marne	2 662 €	5 387 €	10 568 €	2 661 €	5 078 €	11 309 €
Charenton-le-Pont	5 550 €	8 476 €	10 890 €	6 985 €	12 327 €	17 911 €
Gentilly	4 638 €	6 405 €	9 035 €	3 120 €	5 925 €	9 956 €
Maisons-Alfort	3 955 €	5 852 €	7 809 €	4 161 €	7 038 €	11 168 €
Nogent-sur-Marne	4 355 €	6 657 €	8 970 €	5 172 €	8 649 €	13 782 €
Vincennes	6 609 €	9 229 €	12 223 €	7 866 €	12 296 €	19 507 €
Val-d'Oise	1 885 €	3 378 €	5 655 €	1 920 €	3 268 €	5 315 €
Enghien-les-Bains	3 856 €	5 517 €	8 154 €	3 881 €	5 894 €	9 106 €
L'Isle-Adam	2 826 €	4 493 €	6 717 €	2 467 €	3 735 €	5 817 €
Montmorency	2 741 €	4 127 €	5 900 €	2 764 €	4 289 €	6 570 €

Source : Meilleurs Agents.

RIBBAY/SP - FNAIM/SP

« C'est grave! On ne demande pas un État-providence, mais une feuille de route claire avec des axes stratégiques. »

Loïc Cantin Fnaim